

Clé n° 12

1918, l'indépendance difficile

Jacek Rewerski

« Si un ennemi te fait du mal, assieds toi au bord de la rivière et attends de voir passer son corps ».

Confucius

Une naissance est en principe accueillie avec joie, même si elle s'accompagne de souffrances. La naissance ou plus précisément la renaissance de la Pologne n'échappe pas à cette règle, d'autant plus que pour beaucoup elle était inespérée.

Après plus d'un siècle d'occupation, d'insurrections infructueuses et de répressions brutales, au début du XX^e siècle, les Polonais ont conscience que l'indépendance de leur pays ne pourra se réaliser qu'à la suite d'un bouleversement majeur sur l'échiquier international. Ils comptent avant tout sur l'éclatement de ce qui reste de la Sainte Alliance.¹ La Première Guerre Mondiale et la Révolution russe leur donnent cette opportunité.

Avec la Grande Guerre, la situation des Polonais se complique particulièrement. Occupés par des puissances de coalitions opposées, plus de trois millions de Polonais sont amenés à combattre dans des armées adverses. C'est un aspect très négatif de la situation. Mais pour rechercher leur soutien, les puissances occupantes font des promesses d'autonomie, voire d'indépendance. C'est un point positif. C'est ainsi que la question polonaise émerge à la surface du marais trouble de la politique internationale.

Mais il y a aussi le revers de la médaille : cette Grande Guerre réveille les revendications nationalistes d'autres peuples en l'Europe centrale. Certains ont des prétentions pour les mêmes

¹ La **Sainte-Alliance** est formée le 26 septembre 1815 par quatre monarchies européennes victorieuses de la France révolutionnaire, Elle fut dissoute *de facto* en 1825 à la mort du tsar Alexandre I^{er}, mais continua à être représentée par les trois empires occupant la Pologne : la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Prusse.

territoires que les Polonais. C'est notamment le cas des Ukrainiens. Nous en parlerons dans un autre chapitre.

Une autre invraisemblance : l'idée de l'indépendance de la Pologne, contre tout espoir rationnel, du moins au début, n'a pas de réel appui de l'Europe démocratique. Paradoxalement ce sont les occupants qui en parlent les premiers ; les Prussiens, les Autrichiens mais aussi les Russes. Déjà le 5 novembre 1916, à Varsovie, est rendue publique la déclaration des deux empereurs (allemand et austro-hongrois), qui envisagent la création sur les territoires pris aux Russes, d'un État indépendant polonais. Nous en avons déjà évoqué la raison.

L'apogée de ces promesses arrive en 1917. En Russie, le 27 mars, après la prise du pouvoir par les bolcheviques, le Conseil d'Ouvriers et de Soldats de Petrograd reconnaît à la Pologne le droit à l'indépendance. Six mois après, le 1 août 1917, le pape Benoît XV y ajoute sa voix, déclarant que : *« les territoires faisant partie de l'ancien royaume de Pologne, auquel, en particulier, ses nobles traditions historiques et les souffrances endurées, spécialement pendant la guerre actuelle, doivent justement concilier les sympathies des nations. »*

Mais revenons à Lénine, qui curieusement, en plus de la Pologne, renonce aux prétentions russes sur les terres occidentales qui vont de la mer Baltique à la mer Noire. Aussitôt il réveille les aspirations nationalistes et indépendantistes en Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Belgique et Ukraine. De la même manière, 70 ans après, l'effondrement de l'URSS réveillera les nationalismes de ces mêmes pays, annexés entre temps par la même Union Soviétique.

Une année après, le 29 août 1918, Vladimir Ilitch Lénine, le chef des bolchéviques, reconnaît officiellement à la Pologne le droit à l'indépendance. Connaissant l'homme, le système qu'il représente et l'histoire récente de cette partie du monde, une telle démarche peut paraître paradoxale. Cependant, elle est totalement subordonnée à l'idéologie marxiste. Celle-ci est avant tout internationaliste et compte alors sur une prochaine révolution prolétarienne qui doit embraser toute l'Europe. Dans le cadre de cette révolution prolétarienne internationaliste, la question des frontières ne se pose plus. Léon Trotski précise le caractère de cette nouvelle Europe, proclamant le 30 octobre 1918 : *« La Lettonie libre, la Pologne et la Lituanie libres, la Finlande libre et l'Ukraine libre seront le lien étroitement serré entre la Russie soviétique et les futures Allemagne et Autriche-Hongrie soviétiques. Ce sera une Fédération européenne communiste, - une Union des Républiques Proletaires d'Europe »*². Ceci explique cela ! Mais revenons à la Pologne.

² Cf. Pawel Zaremba, « Historia Dwudziestolecia, 1918-1935 » (L'Histoire des 20 années de 1918-1935), Paris, éd. Instytut Literacki, 1981).

L'idée de son indépendance est réellement prise au sérieux par les Alliés le 8 janvier 1918, quand le Président des Etats Unis, Woodrow Wilson présente au congrès des Etats-Unis son programme en 14 points. Le 13^{eme} point dit : *« Un État polonais indépendant devrait être créé, qui inclurait les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises, auxquelles on devrait assurer un libre accès à la mer, et dont l'indépendance politique et économique ainsi que l'intégrité territoriale devraient être garanties par un accord international. »*.

Le 3 juin 1918, les gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et d'Italie publient en commun une déclaration dans laquelle ils soulignent la nécessité de créer un État polonais.

En 1919, aux conférences préparatoires du traité de Versailles, les Polonais engagent un important travail de communication. Ils n'arrivent cependant pas à convaincre le premier ministre britannique George David Lloyd. Celui-ci ne souhaite pas voir apparaître sur le continent un allié fort de la France. Il attaque aussi les Polonais sur la question de Gdansk (Dantzig) disant *«Messieurs, si nous donnons à la Pologne Dantzig, les allemands ne signeront pas le traité et tout notre travail sera perdu»*. Le président américain se rallie à la position britannique, malgré une opposition farouche de Monsieur Paderewski. L'accouchement est vraiment difficile : Dantzig (Gdansk) obtient le statut d'une ville libre administrée par la SDN. Il y a aussi le «corridor» garantissant à la Pologne un accès réduit à la Baltique mais divisant l'Allemagne. L'Article 87 du traité de Versailles est bien clair : *« ... les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux territoires de la Prusse orientale et de la ville libre de Dantzig... »*. Il y a aussi l'existence de minorités allemandes et polonaises dans les deux États, les plébiscites truqués...etc. Quant aux marges orientales du pays, les Polonais gardent la nostalgie des frontières d'avant 1772, d'avant les partages, alors que les nationalismes lituaniens et ukrainiens se renforcent. La perfection n'existe pas, mais autant d'imperfections, et pas seulement à propos de la Pologne, préparent les difficultés futures.

En attendant, le 11 novembre 1918, après 123 ans d'occupation, la Pologne retrouve son indépendance. Cependant la structuration de ses frontières se fait par les armes. Elles vont retentir entre 1918 et 1922, aussi bien en Silésie, en Grande Pologne que sur sa frontière orientale pendant la guerre avec les bolchéviques. La S.D.N. intervient en Silésie secouée par trois insurrections polonaises. En 1921, elle finit par être partagée entre la Pologne et l'Allemagne, sans donner vraiment satisfaction aux deux belligérants. La situation est aussi très tendue entre la Tchécoslovaquie et la Pologne. En 1920, les Tchèques n'acceptant pas la décision de Versailles et

profitant de la guerre polono-soviétique, pour occuper un petit territoire de la Silésie de Cieszyn. Ils annexent la région de Zaolzie avec 150 000 polonais (32 000 tchèques et 22 000 allemands). Cette action tchèque explique la malheureuse réaction polonaise en 1938³, au moment du démembrement de la Tchécoslovaquie, suite à la conférence de Munich. Reste aussi la question du district d'Allenstein en Prusse orientale (aujourd'hui Olsztyn), qui passe au profit de l'Allemagne par le plébiscite de juillet 1919.

Il y a aussi l'insurrection de la Grande Pologne, la seule insurrection victorieuse, dont l'objectif était de rattacher la région de la Poznanie à l'État polonais renaissant. Elle commence à Poznań par des manifestations de Polonais, suite à l'interdiction par les autorités allemandes de la visite du grand musicien et homme politique: Ignacy Paderewski. L'insurrection éclate le 27 décembre 1918. Paderewski est déjà à Poznań. Les Polonais accrochent à leurs fenêtres les drapeaux anglais, américains et français, alliés des polonais mais ennemis des Allemands. La réaction militaire allemande est brutale, mais repoussée par 70 000 polonais qui prennent le contrôle de presque toute la Poznanie qui porte le nom symbolique de la « Grande Pologne ». L'armistice est signé à Berlin au mois de février 1919, permettant quatre mois plus tard, au traité de Versailles, d'intégrer la Poznanie à la Pologne renaissante.

Cependant, le traité de Versailles qui a permis à la Pologne de renaître, comporte de nombreux défauts qui préparent plus la guerre que la paix. Pour l'Allemagne c'est un « diktat », pour les communistes, il ne vaut pas mieux. En 1922, le IV^e congrès de l'Internationale Communiste réunie à Moscou présente ainsi le Traité de Versailles: « *L'objet le plus important du traité de Versailles, c'est l'Europe Centrale, la nouvelle colonie des brigands impérialistes. Divisée en d'innombrables petits États et en une série de régions économiquement non viables, l'Europe Centrale est incapable de vie politique indépendante. Elle est la colonie du capital anglais et français... La Pologne, à laquelle des vastes régions occupées par des populations de langues étrangères ont été attribuées, est un avant-poste de la France, une caricature de l'impérialisme français...* ». Il est important de savoir cela, pour mieux comprendre la suite des événements dans cette partie de l'Europe.

En attendant les nouvelles tempêtes, dès 1919, le nouveau gouvernement dirigé par monsieur Paderewski introduit des réformes cherchant à unifier des territoires administrativement disparates et souvent sous-développés. La liberté syndicale est déclarée, une timide réforme agraire engagée,

³ Après « Anschluss » et l'absorption des Sudètes par Hitler, le 30 septembre 1938, le gouvernement polonais présenta au gouvernement tchèque un ultimatum, exigeant le retour de Zaolzie à la Pologne. Abandonnée par tous après la conférence de Munich, le gouvernement tchèque ne peut que céder.

l'école primaire (de 7 à 14 ans) est rendue obligatoire et gratuite. Mais l'application de ces réformes est difficile. Sous l'occupation, la majorité des enseignants étaient russes ou allemands. Il faut donc d'abord former les maitres polonais. C'est la même chose pour l'administration, la justice...etc. En 1921, entre en application la nouvelle Constitution qui fait de la Pologne une république parlementaire. Le sénat et le parlement sont élus au suffrage universel. Le droit de vote est accordé aux femmes (40 ans avant la France !). La liberté religieuse est garantie, tout comme la gratuité de l'enseignement public...

Finalement, en 1921, la nouvelle Pologne occupe 390 000 km², avec un étroit accès à la Baltique de 140 km. Cela représente près de la moitié de sa superficie d'avant 1772. Elle est majoritairement constituée par des territoires de l'occupation russe. L'Allemagne, principale perdante de la guerre, n'a rendu à la Pologne que 46 000 km².

Cette nouvelle Pologne compte alors 27 millions d'habitants. Deux tiers de cette population vit de l'agriculture, la moitié est analphabète, l'industrie est peu développée... La Pologne n'est pas un pays riche, pas toujours heureux, miné par de nombreux antagonismes, mais libre !



La carte de la Pologne entre deux guerres.

Ce chapitre vous est proposé avec l'autorisation de l'auteur Jacek Rewerski. Il est tiré de l'ouvrage *Histoires Polonaises. Clés pour comprendre la Pologne. En cours de publication.*